

i.A.22.14.7.3.-CB/BUH

Charakter	Prizität	Fakturs	Text erg.	F.I.	Absender	Sicherheit
X	X				Presse und Info	1
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	

wochentx

Informations hebdomadaires rapides no 36/90 du 03.09.1990

- 1) Visite du Chef du département (BRF) à Budapest (27.-28.08.1990)
- 2) Visite du Chef du département (BRF) à Rome (31.08.1990)
- 3) Situationsbericht Irak-Kuwait vom 3. September 1990, 09.00 h

- 1) Visite du Chef du département (BRF) à Budapest (27.-28.08.1990)

Au cours son séjour en Hongrie BRF s'est entretenu avec MAE Jeszenszky et a été reçu par PM Antall et Président de la République Goncz, pour finalement rencontrer S.E. affaires économiques Martonyi. Essentiel des discussions a porté sur relations bilatérales, notamment mesures de soutien au programme économique du nouveau gouvernement. Apport de la Suisse dans domaines spécifiques prévus par Déclaration d'intention signée le 27.8.90 (coopération politique, formation, environnement) a reçu commentaires très positifs. Tous les interlocuteurs de BRF ont également apprécié relations particulières résultant de la présence communauté hongroise en Suisse depuis 1956. Au plan politique européenne,

03.09.1990

Date

30 66

No. Affaire

Dodis



Charakter	Pränstet	Faktura	Textberg	F. I.	Abseher	4
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	

hansa via Frankfurt in der Schweiz eingetroffen. Fuer die in Irak verbleibenden Schweizer werden weiterhin in Bern und Bagdad Demarchen unternommen, um die Ausreise zu ermoeöglichen.

3. Verstaerkung der schweizerischen Vertretung in Bagdad
Zur Bewaeltigung der erhoeheten Arbeitslast wird ein Konsularangestellter am Dienstag, 4. September 1990 nach Bagdad abreisen.
4. Wirtschaftsboykott
Bisher wurde keinem Gesuch Iraks fuer Nahrungsmittel und Medikamente stattgegeben. Auslegung der Boykottregeln in enger interdepartementaler Zusammenarbeit unter Federfuehrung des BAWI und in Koordination mit den neutralen Staaten, der EG, der OECD und der UNO in New York.
5. Botschafter Hoffmann leitet ab 1. September 1990 waehrend der Abwesenheit von Botschafter Simonin den Sonderstab Irak/Kuwait in Bern.

J.C.A. Staehelin

///

Copie: BRF JAC SIN PB

NNNN

Detam

Visum

Teleintern

[Handwritten signature]

i.A.22.14.7.3. - CB/BUH

Bern, den 3. September 1990

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 36/90

<u>Index:</u>	<u>Page:</u>
1) Visite du Chef du Département (BRF) à Budapest (27.-28.8.1990)	2
- Entretien Ambassadeur Ducrey avec M. Tade Alföldy, Deputy State Secretary, à Budapest	7
2) Offizieller Arbeitsbesuch von Bundesrat René Felber in Rom am 31.8.1990	8
3) Bilaterale Geldwäschereigespräche mit den USA vom 28.8.1990 in Bern	12
4) Gemischte Wirtschaftskommission Schweiz/Rumänien	13
5) Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (UNCED) de 1992: fin de la première session du Comité préparatoire, Nairobi, 6-31 août 1990	

1) Visite du Chef du Département (BRF) à Budapest
(27. - 28.8.1990)

Entretiens BRF avec MAE Geza Jeszenszky

Les entretiens du Conseiller fédéral René Felber avec son homologue hongrois Geza Jeszenszky ont porté en majeure partie sur les relations bilatérales.

BRF souligna combien la révolution pacifique en Hongrie avait suscité d'espoirs en Suisse avec comme conséquence le renforcement de notre coopération. C'est dans cet esprit que nous avons signé la Déclaration d'intention qui détermine le cadre et les domaines d'activités de l'assistance suisse à la Hongrie. La suppression des visas, entrée en vigueur le 22 août 1990, illustre également ce rapprochement.

En ce qui concerne l'aide à la Hongrie, nous n'entendons pas bien entendu exporter notre système mais partager nos expériences de la démocratie, de la gestion décentralisée et de l'économie de marché. Avec la réhabilitation du parlement hongrois dans ses prérogatives réelles, des échanges entre parlementaires des deux pays auront également lieu.

Les Suisses d'origine hongroise représentent un élément important des relations entre nos deux pays. A côté des dix mille Hongrois ayant acquis la nationalité suisse, trois mille autres ont conservé leur statut de réfugiés. Pour tous, il est maintenant possible de rentrer en Hongrie. Mais dans ce cas, les trois mille réfugiés perdraient leur statut et seraient privés du bénéfice de la sécurité sociale suisse. Des négociations bilatérales seront entamées pour régler ce problème.

Le Ministre Jeszenszky regretta le déséquilibre croissant accusé par les échanges entre nos deux pays depuis 1986 et qui fit pencher la balance en notre faveur, à raison de 147 millions de francs suisses en 1989. Il est admis par les deux parties que les rares obstacles subsistant encore à l'entrée des produits

hongrois en Suisse devront trouver leur solution au sein des discussions avec l'AELE. A ce propos, le Ministre Jeszenszky rappela la déclaration de Goeteborg entre la Hongrie et les pays de l'AELE et précisa que la Hongrie envisageait dans son processus d'intégration économique avec l'Europe occidentale, de conclure une série d'accords assymétriques avec les pays de l'AELE. Un tel accord est également projeté avec la Suisse.

Les Hongrois souhaitent que les PME suisses investissent de manière croissante pour aider à la transformation des structures économiques. BRF rappela à ce propos les cadres juridiques déjà en place (API et ADI) et l'accent porté au sein de nos programmes d'aide sur la création de structures faïtières dans le commerce et l'industrie ainsi que sur la formation dans les secteurs de la banque et du commerce.

Jeszenszky affirma vouloir continuer la politique de rapprochement avec l'Europe occidentale tout en soulignant que les réalités économiques impliqueront le maintien pour un certain temps encore, des liens avec les anciens partenaires du CAEM. BRF et Jeszenszky estimèrent d'un commun accord que la CSCE aura un rôle toujours plus important à jouer pour la sécurité de l'Europe entière.

En 1995, une exposition spécialisée, organisée en commun pour l'Autriche et la Hongrie, se tiendra simultanément à Budapest et à Vienne. A la demande du Ministre Jeszenszky sur la participation de notre pays, BRF répondit qu'aucune décision n'avait encore été prise, tout en laissant entendre que la concentration d'expositions de ce type pose certains problèmes aux pays exposants.

BRF rencontra en outre un groupe de professeurs qui terminaient leur cours de recyclage et assista au premier ''tour de manivelle'' de la co-production hungaro-suisse, ''Les carnets de Sandor''.

Visite de courtoisie chez le PM Jozsef Antall (JA)

JA relève la spécificité des liens hungaro-suisse (rôle notre mission à Budapest en 1944/45, présence hongrois en Suisse). BRF réitère le soutien du gouvernement suisse au processus de restructuration en cours en Hongrie et souhaite que l'approche gradualiste choisie par Budapest, déjà sous l'ancien régime, saura inspirer confiance aux investisseurs. JA met en exergue l'importance du G-24 dans la coordination de l'aide. L'objectif final de la politique de son gouvernement vis-à-vis de l'Europe est l'adhésion à la CE, espérée pour l'horizon 1995-2000, avec une étape réaliste (sic) accord d'association d'ici 1992. Dans l'intervalle JA compte concrétiser les liens avec AELE.

JA rappelle précarité situation financière hongroise et nécessité d'un soutien extérieur, mais surtout du développement d'un système bancaire compétitif avec personnel qualifié à tous les niveaux. Un soutien suisse pour la formation commerciale (cf. renom de nos écoles) serait très souhaitable. JA se félicite de l'étude faite par Institut Battelle, financée par la Suisse.

Abordant le domaine social, JA évoque les graves problèmes d'emploi auxquels fait face le pays. Deux années à venir seront très difficiles et s'agira de protéger la transition d'un système à l'autre par mesures sociales appropriées. JA estime que la Suisse pourrait apporter un appui substantiel pour aider à la reconstitution d'un véritable mouvement syndical. Actuellement, l'effondrement des anciens syndicats communistes et l'émergence de groupuscules politisés et de conseils ouvriers nostalgiques n'aident guère aux travailleurs à défendre leurs intérêts. BRF transmettra volontiers cette requête aux milieux concernés en Suisse.

Le style réaliste et la franchise de JA frappent et dénotent que vue d'ensemble des problèmes méritant le respect, de même que

- 5 -

L'apprentissage des vicissitudes de la démocratie (JA revenait d'une confrontation particulièrement dure avec le Parlement).

Visite de courtoisie chez le Président de la République Arpad Goncz (AG)

Personnage vif aux yeux pétillant de malice, AG reçoit BRF au Palais du Parlement, dans une salle immense aux murs couverts de fresques relatant l'histoire de la Hongrie. Dans un style détendu, véritable grand-père universel, le Président remercie la Suisse pour son rôle de terre d'accueil en 1956; il déplore que les phénomènes de migrations obligées ne soient pas encore révolus en Europe centrale. AG note que le changement actuel n'est pas celui d'un gouvernement mais d'un système et dans cet esprit il se réjouit de la Déclaration d'intention hungaro-suisse. Il réalise qu'il faudra donner un contenu à ce cadre, ajoutant que ''si la vaisselle a un trou, on ne peut rien mettre dedans''. BRF estime qu'il faut utiliser au plus vite le capital de sympathie dont jouit la Hongrie, AG renchérissant que depuis la mise en marche du processus d'unification allemande, l'amour manifesté pour les autres pays d'Europe centrale devenait plutôt platonique.

A propos de la situation dans le Golfe, AG remarque que ses conséquences sur la Hongrie sont très directes, puisque les créances de son pays sur l'Irak étaient payables en pétrole. Comme Budapest s'est trouvée solidaire d'un petit pays envahi et qu'elle applique loyalement l'embargo de l'ONU, elle se retrouve à la fois sans argent et sans ressources énergétiques. Mais, conclut le Président, ''au moins nous pouvons dormir la conscience tranquille ...''.

Gespraech mit Staatssekretaer Janos Martonyi (M.) vom Ministerium fuer internationale Wirtschaftsbeziehungen

M. bringt den ungarischen Wunsch zum Ausdruck, moeglichst bald

ein Freihandelsabkommen mit der EFTA abschliessen zu koennen. Er weist auf die Bestrebungen Ungarns hin, gleichzeitig mit der EG und der EFTA in ein Nahverhaeltnis zu kommen. BRF zeigt fuer diesen Wunsch Verstaendnis und erklaert die schweizerische Bereitschaft, sehr rasch voranzugehen.

M. erkundigt sich nach der Moeglichkeit vermehrter schweizerischer Investitionen in Ungarn. Er erwaehnt, dass in seinem Ministerium eine Dienststelle errichtet wurde, welche Auslaendern bei Kontakten und Problemen mit offiziellen ungarischen Stellen behilflich sein soll. Auch sind finanzielle Impulse, Abbau des Bewilligungsverfahrens und Erleichterungen beim Kauf von Grundeigentum geplant. BRF weist diesbezuglich auf die schweizerische Praxis der regionalen Differenzierung hin und er beschreibt die Aufgabe der Zuercher ONUDI-Bueros, wie auch der OSEC mit Bezug auf Osteuropa (Information ueber Investitionsmoeglichkeiten in Ungarn, Foerderung ungarischer Exporte in die Schweiz).

Schliesslich erkundigt sich M. nach dem Verteilungsschluessel fuer den 250 Mio.-Kredit. BRF erlaeutert die Aufteilung und weist darauf hin, dass es fuer die Zukunft wichtig ist, unserem Parlament zeigen zu koennen, dass die Gelder optimal eingesetzt wurden.

M. schliesst mit einem Hinweis auf die Konsequenzen der Golfkrise fuer die wirtschaftliche Gesundung Ungarns und drueckt die Hoffnung aus, dass die Zinsen nicht steigen werden.

Entretien Ambassadeur Ducrey avec M. Tadó Alföldy, Deputy State Secretary, à Budapest

Dans le cadre de la visite du Chef du Département à Budapest, le Chef du Secrétariat politique a rencontré son homologue hongrois M. Tadó Alföldy (T), Deputy State Secretary.

L'entretien a porté sur l'Allemagne, la Roumanie et l'URSS.

1. T affirme que l'unification allemande ne suscite pas d'état d'âmes dans son pays. Ceci pour trois raisons:

- L'Allemagne d'aujourd'hui s'est définitivement débarrassée de ses démons bismarckiens ou hitlériens et a donné une preuve suffisante de maturité démocratique.
- Le dynamisme et l'expansion économique d'un pays comme l'Allemagne peut s'exprimer aujourd'hui à l'échelle mondiale sans qu'il soit nécessaire de se tailler un "Lebensraum".
- L'unité allemande est d'ores et déjà relativisée par celle de l'Europe.

Cette analyse positive rejoint et confirme au fond une attitude assez constante de la Hongrie à l'égard de l'Allemagne, faite de bienveillance, sinon de connivence.

2. Pour les raisons que l'on sait, les Hongrois sont en délicatesse avec leurs voisins roumains. La Suisse peut-elle proposer ses bons offices en faveur d'un règlement de la minorité hongroise de Transylvanie ? A cette question T répond que l'instauration d'une vraie démocratie en Roumanie est une prémisses indispensable au respect des droits de l'homme et des minorités: "Pour l'instant, les dirigeants roumains nous mentent et se mentent à eux-mêmes sur la réalité de leur régime".

3. A propos de l'URSS, T affirme que le problème central sera l'éclatement de l'union sous la pression des nationalités. Il minimise les effets de la crise économique, en soulignant l'inépuisable capacité des peuples soviétiques à vivre avec parcimonie.

Cependant, souligne T, il est impératif d'aider par tous les moyens l'URSS, la Russie en particulier, à s'intégrer à l'Europe de demain. Il y va de notre sécurité à tous. A ce titre, le Sommet de Houston a donné le ton juste. Par ailleurs, la coopération de l'URSS avec l'Ouest ne sera pas de trop pour affronter les antagonismes Nord-Sud à venir, dont T est sûr qu'ils se multiplieront.

- 8 -

2) Offizieller Arbeitsbesuch von Bundesrat René Felber
in Rom am 31.8.1990

1. Form und Stellenwert des Besuchs

Es handelte sich um den ersten Besuch eines Departementschefs des EDA in Rom seit 1984 und um das erste Treffen zwischen Bundesrat Felber (BRF) und dem italienischen Aussenminister, Gianni de Michelis (DeM), gemäss der Formel, die sie anlässlich des Besuchs des Präsidenten des italienischen Ministerrates am vergangenen 14./15. Mai in Bern festlegten: nämlich regelmässige, kurzfristig vereinbarte und informelle Arbeitstreffen zur Pflege eines konzentrierten Meinungsaustausches über Fragen von besonderer Dringlichkeit und Aktualität.

Schwerpunkte der Gespräche zwischen BRF und DeM in der Villa Madama in Rom waren die Krise im Persischen Golf, die Verhandlungen zwischen der EG und den EFTA-Staaten zur Schaffung des Europäischen Wirtschaftsraumes und die Entwicklung neuer Formen der europäischen Zusammenarbeit.

2. Golfkrise

DeM nahm die Darlegung des politischen Umfeldes des schweizerischen Sanktionsbeschlusses durch BRF und dessen Unterscheidung zwischen dynamischer Neutralitätspolitik einerseits und unverändert gültigem Neutralitätsrecht andererseits mit Interesse zur Kenntnis. Der schweizerische Schritt stelle einen wichtigen Beitrag dazu dar, den Irak zu einer politischen Lösung zu bewegen; er sei in der EG sehr positiv aufgenommen worden.

Es gelte nun, alles zu unternehmen, um eine solche politische Lösung auf der Grundlage der Resolutionen des UNO-Sicherheitsrates herbeizuführen. Eine militärische Intervention der USA im Falle eines Scheiterns dieser

Bemühungen hätte, um nur ein Element hervorzuheben, unabsehbare Auswirkungen auf die Bevölkerungen in der arabischen Welt und die Stabilität in dieser Region, auch wenn es gelingen sollte, alle arabischen Regierungen zu einer ausdrücklichen Anerkennung der rechtlichen Lage, wie sie in den Resolutionen des UNO-Sicherheitsrates niedergelegt ist, zu bewegen.

Der aussichtsreichste Weg, eine kriegerische Ausweitung des Konfliktes zu vermeiden, führt gemäss DeM über die vollständige politische und wirtschaftliche Isolierung des Irak. Es könnte sich als nötig erweisen, neben dem See- und dem Landweg auch noch die Luftverbindungen völlig zu unterbinden. Vermutlich müssten auch die Medien einbezogen werden, sei es doch äusserst fragwürdig, dass dem Herrn Saddam Hussain in unserem Fernsehen die Gelegenheit zur propagandistischen Selbstdarstellung geboten werde.

DeM sieht die gemeinsamen Anstrengungen zu einem noch effizienteren Boykott des Irak auch als Element zur Minimierung von innereuropäischen und europäisch-amerikanischen Meinungsverschiedenheiten (Sichwort: "burden sharing") und zur Verhinderung eines möglichen Konfliktes zwischen der arabischen Welt und Europa. Konkret bedeutet dies für Europa die Bereitschaft zu zusätzlicher wirtschaftlicher und finanzieller Hilfe für jene Staaten, die durch die Auswirkungen der Sanktionen gegen den Irak besonders in Mitleidenschaft gezogen werden. Er denkt dabei, neben Jordanien und Aegypten, an die Türkei und Tunesien, aber auch an Jugoslawien, Ungarn, Bulgarien und Rumänien. Diese zusätzliche Unterstützung würde, nachdem eine finanzielle Beteiligung an den Kosten der amerikanischen militärischen Expedition nicht in Frage kommt, den europäischen Beitrag, das europäische "burden sharing", darstellen.

Die Tagung des Rates der EG-Finanzminister nächste Woche in Rom werde deshalb als Anlass genommen, um auch den EG-Rat der Aussenminister zur Behandlung der Frage dieser zusätzlichen EG-Wirtschaftshilfe einzuberufen.

Die EFTA-Staaten seien unmittelbar zur Mitwirkung aufgerufen. Mittel- und längerfristig werde sich auch die UdSSR ihrer Verantwortung nicht entziehen können.

DeM unterstreicht in diesem Zusammenhang, dass es nicht nur um die für unsere Volkswirtschaften lebenswichtigen Erdöllieferungen gehe, sondern dass von der Stabilität der von der Krise betroffenen Region auch die Sicherheit

Europas abhängen.

Italien werde die Gelegenheit des kommenden KSZE-Treffens in Palma de Mallorca über Fragen des Mittelmeerraumes benutzen, um den Vorschlag einer Konferenz über die Sicherheit und Zusammenarbeit im Mittelmeerraum (KSZM) nach dem Muster der KSZE formell einzubringen.

BRF erinnerte daran, dass für die Schweiz gemäss Neutralitätsrecht eine wie auch immer geartete Teilnahme an militärischen Aktionen (wie etwa ein finanzieller Beitrag an die Kosten der amerikanischen Interventionsstreitmacht) nicht in Frage kommen kann. Die Schweiz könnte deshalb auf jeden Fall nur wirtschaftliche Unterstützungsmassnahmen wie jene der EG ins Auge fassen.

Auf die Rolle des IKRK in der Golfkrise und die Kritik namentlich der britischen Premierministerin angesprochen, verwies BRF auf die bevorstehende Reise des IKRK-Präsidenten nach Bagdad und erinnerte an die vielfältige Beanspruchung des IKRK, darunter auch seine Rolle beim Austausch der irakischen und iranischen Kriegsgefangenen.

3. EWR-Verhandlungen

AM G. de Michelis (M) hält es für sehr wichtig, dass der Rahmen des EWR-Vertrages (EWRV) vor dem Beginn der EG-Konferenzen über die Wirtschafts- und Währungsunion einerseits, die politische Union andererseits festgelegt wird. Die Mehrheit der Mitgliedstaaten teilen diese Auffassung. Einzelheiten können, wenn nötig, noch in den ersten Monaten des nächsten Jahres ausgehandelt werden. Die Aussichten für einen guten Kompromis noch in diesem Jahr seien besser als nächstes Jahr. Die Haltung der EG-Kommission könne sich in den nächsten Jahren nur weiter verhärten, die EG werden zudem im nächsten Jahr noch stärker mit dem Ausbau der Beziehungen zu den mittel- und osteuropäischen Staaten beschäftigt sein. M möchte aus diesen Gründen an einer Ministerkonferenz der 19 am 4. Dezember einen politischen Durchbruch erzielen.

Er schlug vor, dass ein Vertreter Italiens und der Schweiz neben den weiterlaufenden formellen Verhandlungen im informellen Gespräche im September und Oktober verschiedene möglichen Szenarien durchbesprechen und die Elemente möglicher Kompromisformeln zusammentragen. Auf dieser Grundlage wolle er dann auf politischer Ebene die Angelegenheit mit der schweizerischen EFTA-Präsidentschaft und dem Kommissionspräsidenten besprechen.

BR R. Felber unterstrich den schweizerischen Wunsch nach einem umfassenden EWRV, der auch der Zusammenarbeit bei den flankierenden Politiken den angemessenen Platz einräumt. Ein solcher EWRV stellt für die Schweiz einen sehr wichtigen Integrationsschritt dar, wobei der spätere EG-Beitritt nicht ausgeschlossen wird. Kommt nur ein sehr bruchstückhaftes Abkommen zustande, droht der Vorwurf, der Abschluss eines solchen EWRV lohne sich gar nicht. Die Regierung wird überzeugend darzulegen haben, weshalb sie den Weg über den EWRV gewählt und nicht direkt den EG-Beitritt angestrebt hat. BR Felber betonte auch, dass der Verhandlungserfolg von einer befriedigenden Lösung der rechtlich-institutionellen Fragen abhängen wird. Die Schweiz ist zu den angeregten informellen Gesprächen bereit, die der Vorbereitung eines Durchbruchs auf politischer Ebene noch in diesem Jahre dienen sollen. Ziel bleibt aber der Abschluss eines guten EWRV und nicht eines EWRV in Rekordzeit. Er wies AM de Michelis schliesslich darauf hin, dass am 4. Dezember die GATT-Ministerkonferenz stattfindet.

4. Regionale Zusammenarbeit

DeM sieht die Assoziation zwischen Italien, Oesterreich, Ungarn, der CSFR und Jugoslawien, die sogenannte Pentagonale, als ein, wie er feststellte, schon funktionierendes Beispiel für eine neue Form der pragmatischen und projektbezogenen Zusammenarbeit innerhalb einer Region, wie sie sich auch im Baltikum, auf dem Balkan oder um das Becken des Schwarzen Meeres herum abzeichnet.

An der Jahrestagung der fünf Pentagonale-Regierungschefs in Venedig am vergangenen 1. August wurde ein Aktionsprogramm verabschiedet, bei dessen Verwirklichung in Einzelbereichen die Mitwirkung anderer Staaten willkommen wäre.

Nicht vorgesehen ist jedoch, wenigstens vorläufig, die Ausweitung der Pentagonale als solche durch die Aufnahme neuer Staaten.

BRF erklärte sich bereit, eine schweizerische Mitwirkung an spezifischen Pentagonale-Projekten in einem positiven Geiste zu prüfen. Die italienische Präsidentschaft wird der Schweiz das in Venedig beschlossene Aktionsprogramm mit einer Liste der Einzelprojekte in aller Form zustellen.

3) Bilaterale Geldwäschereigespräche mit den USA vom 28.8.1990 in Bern

Gestützt auf das sogenannte "Kerry-Amendment", welches dem amerikanischen Treasury den Auftrag gibt, mit einer Reihe von "Geldwaschländern" Verhandlungen über einen Vertrag betreffend die Registrierung sämtlicher Bargeldtransaktionen ab US\$ 10'000 (mit Pflicht, die entsprechenden Angaben den US-Behörden zugänglich zu machen) zu führen, sprach eine US-Delegation unter Leitung von Treasury Assistant Secretary Peter K. Nunez am 28.8.1990 in Bern vor. Im Zentrum der Gespräche, welche schweizerischerseits von Minister A.P. Lautenberg geleitet wurden, standen die gegenseitige detaillierte Darstellung der nationalen Massnahmen gegen die Geldwäscherei im allgemeinen und der amerikanische Wunsch nach möglichst lückenloser, grenzüberschreitender Information über Dollartransaktionen ab US\$ 10'000. Dabei dürfte es der Schweizer Seite gelungen sein, die Amerikaner von der Ernsthaftigkeit ihres Dispositivs gegen Geldwäscherei und von der Gefahr offenen amerikanischen Drucks für die laufende Verbesserung und Ergänzung dieses Dispositivs zu überzeugen. Ein Vorgehen im Sinne der "Kerry-Amendment" wurde abgelehnt, unter anderem mit Hinweis auf die Identifikationspflichten des schweizerischen Rechtes (neuer Artikel 305ter StGB, Sorgfaltspflichtsvereinbarung, Gewähr für einwandfreie Geschäftsführung des Bankgesetzes) und die weite und effiziente Rechtshilfe. Für die Schweiz, welche von Teilen der US-Administration immer noch als "financial heaven" und Geldwaschzentrum betrachtet wird, wogegen sie sich auch diesmal wehrte, wären Sanktionen, wie sie das Kerry-Amendment schlimmstenfalls gegen nicht kooperationswillige Staaten vorsieht, umso inakzeptabler, als wir in guten Treuen sowohl multilateral als auch speziell den USA gegenüber kooperieren und mittlerweile zu den Ländern gehören, welche in der Geldwäschereibekämpfung führend sind.

Die US-Delegation insistierte denn auch nicht auf dem Abschluss eines solchen Vertrages und liess durchblicken, die schweizerische Position und die Zusammenarbeit mit den USA in ihrem Schlussbericht zum "Kerry-Amendment" wohlwollend darzustellen.

4) Gemischte Wirtschaftskommission Schweiz/Rumänien

Vom 27. bis 29. August fand in Bukarest auf Einladung Rumäniens eine Tagung der durch das Wirtschaftsabkommen von 1972 eingesetzten Gemischten Kommission statt, die seit vier Jahren nicht mehr zusammengetreten war. Es ging der rumänischen Regierung darum, ihre Wirtschaftsreform und die Oeffnung für Auslandsinvestitionen darzulegen und um Unterstützung zu ersuchen. In der Debatte innerhalb der Kommission und auch in den Gesprächen, welche die schweizerische Delegation u.a. mit Ministerpräsident P. Roman und Handelsminister C. Fota führte, wurde dementsprechend die unwiderrufliche Entschlossenheit von Regierung und Parlament unterstrichen, die Marktwirtschaft einzuführen und dabei so intensiv als möglich mit ausländischen Unternehmen und Investoren zusammenzuarbeiten.

Ein umfassendes Gesetzgebungspaket zur Verwirklichung dieser Ziele ist zum Teil schon verabschiedet worden, zum Teil noch in Vorbereitung. Im Vergleich zu anderen Reformländern auffällig ist der Umstand, dass die Privatisierung nur teilweise verwirklicht werden soll. Während dem ausländischen Investor Unternehmensgründungen und -käufe jeglicher Grössenordnung offen stehen, können Rumänen nur Kleinunternehmen (bis 20 Angestellte) gründen. Ob angesichts der schwer durchschaubaren persönlichen Beziehungsgeflechte die proklamierte Selbständigkeit aller Unternehmensleitungen funktionieren wird, erscheint zweifelhaft. Damit ist aber auch die von der Marktwirtschaft erwartete Effizienzsteigerung in Frage gestellt. Auch in der Verwaltung sind vor allem auf mittlerer Ebene noch weitgehend die alten Kader auf ihren Plätzen. Unter der Diktatur Ceausescus konnte sich allerdings keinerlei Ersatz für sie heranbilden.

Die gewaltigen Fehlinvestitionen, die äusserst mangelhafte Infrastruktur und die enormen Umweltbelastungen haben zur Folge, dass das Land unter seiner gewählten Regierung die Reformen von einem sehr tiefen Niveau und mit wenig Mitteln angehen muss. Die Golfkrise hat ihm zudem beträchtliche Verluste zugefügt.

Eine Hilfe aus dem SFr. 250 Mio. Rahmenkredit konnte die schweizerische Delegation trotzdem nicht in Aussicht stellen, da die Schweiz zusammen mit der überwiegenden Mehrheit der Länder der G-24 an der Ministerkonferenz vom 4. Juli Rumänien als eine Folge der Ereignisse vom 13. Juni von dieser Hilfe ausgeschlossen hat. Die durch private Träger und Gemeinden betriebene humanitäre Hilfe bleibt aber dringend nötig.

Entsprechend dem rumänischen Wunsch nach einem Investitionsschutz- und einem Doppelbesteuerungsabkommen werden Verhandlungen darüber voraussichtlich im nächsten Jahr aufgenommen.

5) conference des nations unies sur l'environnement et le
developpement (unced) de 1992 : fin de la premiere
session du comite preparatoire
nairobi, 6- 31 aout 1990

c'est par une serie de seances-marathons, nocturnes souvent, que le comite preparatoire (cp) de l'unced a acheve sa premiere session en adoptant une vingtaine de decisions qui determinent la substance et le calendrier des travaux qui seront entrepris aux niveaux national et international d'ici a la conference. cette derniere se tiendra a rio de janeiro du 1 au 12 juin 1992.

cette conference devrait contribuer a redefinir au plus haut niveau politique, puisqu'elle se tiendra au niveau des chefs d'etats ou de gouvernements, les relations nord/sud. ce ne sera donc ni une conference sur l'environnement, ni une conference sur le developpement, mais un acte de politique etrangere ou l'on devrait reconnaitre le principe du partage d'une planete commune et la necessite d'un certain nombre de regles et de conventions de bon voisinage pour en assurer la perennite.

au moins 15 domaines sectoriels - identifies dans la resolution 44/228 de l'assemblee generale - seront traites a la conference : climat, ozone, pollution de l'air transfrontiere, eaux douces, oceans, ressources biologiques, deforestation, desertification, secheresse, biodiversite, biotechnologie, dechets dangereux, leur commerce illegal, habitat et sante. il faut y ajouter une serie de domaines horizontaux comme le financement international, le transfert de technologie et la propriete intellectuelle, l'education, etc. sans compter la participation, contestee par certains, des organisations non-gouvernementales, des syndicats, des milieux industriels et d'autres encore aux travaux preparatoires d'unced.

le cp a également eu a regler la delicate question de l'ajustement des roles respectifs que joueront les quelque 20 organisations internationales, nommement citees dans les decisions (sans compter les nombreuses references aux 'autres organisations internationales competentes'), dont les competences seront utilisees pour elaborer une serie de conventions, declarations, chartes, codes de conduite et autres instruments legaux.

d'ici a la conference, il reste 22 mois, c'est tres peu face a l'enormite des taches a accomplir tant au niveau international que national.

il faut reconnaitre qu'en suisse, la dimension ainsi que les tenants et aboutissants de cette conference nous prennent un peu de court alors que d'autres pays ont deja mis sur pied des entites administratives parfois importantes pour la preparer. a cet egard, il devient essentiel que, face aux nombreuses reunions internationales qui ne manqueront pas d'etre convoquees d'ici juin 1992, la suisse presente des positions concordantes et elaborees avec soin en raison de leurs implications juridiques et economiques.

par ailleurs, il n'est plus plausible ni souhaitable - eu egard aux multiples implications d'unccd - que le dfae continue a preparer seul une conference de cette importance (exception : un des 15 themes, le climat, est traite par un groupe interdepartemental). ainsi, une concertation, au moins au sein de l'administration federale, et de facto une coordination seront donc indispensables si nous voulons maintenir une ligne de politique etrangere coherente au travers des sujets qui seront abordes a la conference. il serait egalement souhaitable d'associer etroitement a l'elaboration des positions que la suisse sera amenee a presenter ou a defendre lors des preparatifs d'unccd les milieux economiques et un certain nombre d'organisations nationales professionnelles et scientifiques touchant tant au developpement qu'a l'environnement.

la delegation suisse au cp d'unccd, menee par l'ambassadeur kamer, comprenait des representants de la doi, de la dda et de l'ambassade de suisse a nairobi.



J.C.A. Staehelin

i. A. 22.14.7.3.

Interne Verteilerliste

Original direkt weitergeleitet

Betrifft: IH + DP 36/90 vom 03.09.1990

Departementsvorsteher	Bundesrat René Felber	BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau HanseImann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter von Salis	VSG
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Pol. Dok. Dienst, Kanzlei Pol. Sekr.		W 338
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Fivat	FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Woker	WOK
	Hr. Friederich	FRI
	Hr. Jenni	JE
	Hr. Pardo	PR
Frankophoniedienst	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Simonin	SI
	Hr. Chappuis	CFR
	Hr. Hauswirth	HC
	Hr. Yersin	YO
	Hr. Brandel/Hr. de Luca	BL/LU
	Hr. Fotsch/Hr. Nobs	FOC/NB
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Pol. Abteilung III	Botschafterin von Grünigen	GRN
Dienst für Abrüstungs- und Nuklearfragen	Minister von Arx	AX
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Dienst für Friedensfragen	Hr. Lehner	LH
Auslandschweizersekretariat	Minister Bodenmüller	BOD
Koord. Int. Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch	KJP
	Botschafter Hoffmann	HO
	Minister Gyger	GWB
Sekt. UNO und int. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater f. europ. Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sekt. int. wissenschaftl. Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Ducret	DUC

Sekt. f. kulturelle + UNESCO-Angelegenheiten	Frau Matteucci-Keller	MAT
Sekr. der nat. schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sekt. Rekr. + Ausb. des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Brogini/Hr. Peter	BRO/PM
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welte	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Dir. f. Entw. Zusam. + hum. Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Del. f. Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Rädetsdorf	RAE
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Dannecker	GI/ DAN
Informationsdienst	Hr. Beti	BEI
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Forschung und Politik	Hr. Melzer	MEL KAL
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger Hr. Ziswiler	kel zis
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste + <u>Vertrauliche Umschläge:</u> - Hr. Lorétan, W 134 - Seeschiffahrtsamt, Basel - Botschafter Raymond Probst, Bern (durch Chauffeur zugestellt) - alle Bundesräte (für Info hebdo)	Hr. Bill	BH

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan	Hamburg	Panama
Abu Dhabi	Hanoi	<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Harare	Paris (3)
Akkra	Havanna	Prag
Alger	Helsinki	Pretoria
Amman	Hong Kong	Quito
Amsterdam	Houston	Rabat
Ankara	Islamabad	Rio de Janeiro
Antananarive	Istanbul	Rom
<u>Asuncion</u>	Jakarta	San Francisco
Athen	Johannesburg	San José
Atlanta	Kairo	Santiago de Chile
Bagdad	Karachi	Sao Paulo
Bangkok	<u>Khartoum</u>	Singapur
Barcelona	Kigali	Sofia
Beijing	Kinshasa	Stockholm
<u>Beirut</u> <i>NIKOSIA</i>	Kopenhagen	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kuala Lumpur	Stuttgart
Berlin/BRD	Kuwait	Seoul
Berlin/DDR	Lagos	Sydney
Bogota	La Paz	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lima	Tel-Aviv
Bonn	Lissabon	Tokio
Bordeaux	London	Toronto
Brasilia	Los Angeles	Tripolis
Brüssel+Mission	<u>Luanda</u>	Tunis
Budapest	Luxembourg	Vancouver
Buenos Aires	Lyon	Warschau
Bukarest	Madrid	Washington
Canberra	Mailand	Wellington
Caracas	Manchester	Wien
Chicago	Manila	Yaoundé
Colombo	<u>Maputo</u>	Zagreb
<u>Conakry</u>	Marseille	Riad
Dakar	Melbourne	+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien
Damaskus	Mexiko	
Dar es Salaam	Montreal	
Den Haag	Monrovia	
Dhaka	Montevideo	
Djeddah	Moskau	
Dublin	München	
Düsseldorf	Nairobi	
Frankfurt a/Main	New Delhi	
Genua	New York, UNO+GK	
Guatemala	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- *IH+DP*